



Paris, le 22 septembre 2015

Monsieur le Président de la République du BURUNDI

Monsieur le Président de la République,

Le 13 août dernier, par voie de communiqué, vous avez condamné «le comportement violent et inacceptable dans un Etat de droit » des agents du Service National de Renseignements à l'encontre de notre correspondant, Esdras Ndikumana. Vous avez aussi annoncé que vous aviez demandé à « l'Administrateur Général du Service National de Renseignements (SNR) de déterminer d'urgence les circonstances de ces actes d'un autre âge afin que les auteurs soient poursuivis et châtiés conformément à la loi ».

Plus d'un mois après, nous restons sans nouvelle. Le procureur général de la République M. Bagorikunda vient d'affirmer devant la presse que l'enquête était rendue « difficile » par l'impossibilité d'interroger directement Esdras Ndikumana, ajoutant : « il peut nous éclairer ou envoyer quelqu'un pour nous éclairer (...) ».

C'est donc bien volontiers que nous vous communiquons les éléments factuels en notre possession dans cette affaire.

L'homme qui a procédé à l'arrestation d'Esdras répond au surnom de « Lumpu ». Il a assisté à la presque totalité du passage à tabac de notre correspondant, sans y participer directement. Il connaît donc les noms des coupables.

« Lumpu » est lui-même bien connu du chef de la sûreté intérieure du SNR, le colonel Bertin Gahungu, puisque ce 2 août ce dernier l'a envoyé acheter une bouteille d'eau pour Esdras, juste avant de le libérer.

Par ailleurs, un officier du SNR, Désiré Uwamahoro, connaît aussi les responsables : c'est lui qui a discuté avec le Commandant de la Brigade de Recherche et d'Intervention Judiciaire (BRIDJ), Pierre-Claver Barajengegera, afin qu'il emmène Esdras dans sa camionnette jusqu'au siège du SNR. Les coups ont commencé à pleuvoir dès que notre correspondant a été précipité dans ce véhicule.

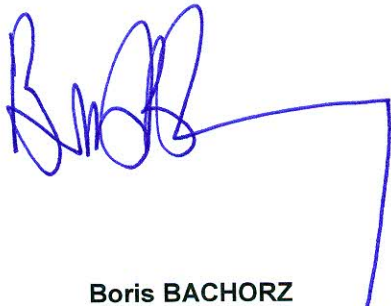
Désiré Uwamahoro est d'ailleurs ensuite repassé par les locaux du SNR en compagnie d'un député du CNDD-FDD alors qu'Esdras Ndikumana était en train d'être tabassé.

Enfin, l'arrestation et le début des violences ont eu lieu à quelques mètres à peine d'un groupe réunissant nombre de personnalités (députés, responsables gouvernementaux, conseillers...) qu'Esdras a interpellé, sans succès, pour demander de l'aide.

Tous ces premiers éléments devraient permettre à l'enquête d'aboutir rapidement. Nous croyons en effet, nous aussi, que les responsables doivent être « poursuivis et châtiés conformément à la loi ». C'est à cette impérieuse condition que la confiance pourra être rétablie dans le respect de l'Etat de droit et de la liberté d'expression au Burundi.

Nous nous proposons à ce propos d'envoyer dans les prochaines semaines une mission commune de responsables de nos deux médias à Bujumbura, pour prendre note des garanties de sécurité que nous attendons de vous et de vos collaborateurs dans la perspective du prochain retour d'Esdras Ndikumana à son poste, une fois sa convalescence achevée.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.



Boris BACHORZ
Directeur du Projet Afrique de l'AFP

AFP

11-15 place de la Bourse
75002 Paris
T. +33 1 40 41 76 93



Yves ROCLE
Adjoint à la Directrice de RFI
Chargé de l'Information Afrique

RFI

Une chaîne du groupe France Médias Monde
80, rue Camille Desmoulins
92130 Issy-les-Moulineaux
T. +33 1 84 22 86 79